Bill 163

LOCAL GOVERNMENT DISCLOSURE OF INTEREST ACT, 1994

- (a) the value of the gift or benefit exceeds the lower of the amount prescribed or provided by by-law or resolution; or
- (b) the total value received directly or indirectly from one source in one calendar year exceeds the lower of the amount prescribed or provided by by-law or res-

Contents

(4) A disclosure statement filed under subsection (3) shall state the nature of the gift or benefit, its source and the circumstances under which it was given or accepted.

Financial. disclosure requirement

- 6. (1) This section applies only to members of.
  - (a) a council;
  - (b) a school board as defined in section 210.1 of the Municipal Act;
  - (c) a public utility commission; and
  - (d) a police village.

Filing form

(2) Every member shall, within 60 days of being elected or appointed, file with the clerk of the municipality or the secretary of the board a financial disclosure statement in the prescribed form.

Omissions

- (3) The member may with the consent of the commissioner omit or delete from the financial disclosure statement information if.
  - (a) disclosure would reveal a source of income for the member or the member's spouse or child from services that are customarily provided on a confidential
  - (b) the possibility of serious harm to a person or business justifies a departure from the general principle of public disclosure.

Changes

(4) The member shall file a supplementary financial disclosure statement during the month of December of every calendar year except an election year.

Limitation

(5) A financial disclosure statement under this section is not required to disclose that the member has a spouse or child or the name of the member's spouse or child.

Interest of member

(6) Where a financial disclosure statement omits reference to a member's spouse or child, the financial information shall be stated as being that of the member.

LOI DE 1994 SUR LA DIVULGATION DES INTÉRÊTS DES MEMBRES DES ADMINISTRATIONS LOCALES

- a) soit la valeur du don ou de l'avantage dépasse le montant prescrit ou celui fixé par règlement municipal ou par résolution, selon le moindre de ces montants;
- b) soit la valeur totale des dons ou des avantages reçus, directement ou indirectement, d'une même source durant une année civile dépasse le montant prescrit ou celui fixé par règlement municipal ou par résolution, selon le moindre de ces montants.

(4) Un état de divulgation déposé conformément au paragraphe (3) indique la nature du don ou de l'avantage, sa source et les circonstances dans lesquelles il a été remis ou accep-

6. (1) Le présent article s'applique unique-

Divulgation des intérêts financiers

Contenu

- ment aux membres : a) d'un conseil;
  - b) d'un conseil scolaire au sens de l'article 210.1 de la Loi sur les municipalités;
  - c) d'une commission de services publics;
  - d) d'un village partiellement autonome.

(2) Dans les 60 jours de son élection ou de sa nomination, le membre dépose un état de divulgation des intérêts financiers rédigé selon la formule prescrite auprès du secrétaire de la municipalité ou du secrétaire de la commission.

Dépôt de

Omissions

- (3) Le membre peut, avec l'accord du commissaire, omettre ou biffer certains renseignements de l'état de divulgation des intérêts fi-
- nanciers, si: a) la divulgation révélait une source de re
  - venu du membre, de son conjoint ou de son enfant, provenant de services habituellement fournis de manière confidentielle:
  - b) la possibilité de causer un préjudice sérieux à une personne ou à une entreprise justifie une dérogation au principe général de la divulgation publique.
- (4) Le membre dépose un état supplémentaire de divulgation des intérêts financiers pendant le mois de décembre de chaque année civile, sauf l'année d'une élection.

Modifications

- (5) L'état de divulgation visé au présent article n'exige pas que soit divulgué le fait que le membre a un conjoint ou un enfant, ni le nom du conjoint ou de l'enfant.
- (6) Si le conjoint ou l'enfant du membre ne sont pas mentionnés dans l'état de divulgation des intérêts financiers, les renseignements financiers sont présentés comme se rapportant au membre.

Restriction

Intérêts du membre

Commis-

commis-

Restriction

Guidelines

Applica-

tions

Timing

Fees

Contents

Investiga-

tion

Same

sioner

Commis-

Restriction

Lignes di-

rectrices

LOCAL GOVERNMENT DISCLOSURE OF INTEREST ACT, 1994

7. (1) The Minister may appoint a commis-

sioner to exercise the powers and perform the duties set out in this Act.

(2) The commissioner may appoint one or more assistant commissioners who may exercise such powers and duties of the commissioner as the commissioner delegates to them.

(3) The commissioner and any assistant commissioner shall not be a member of the Legislative Assembly, a council or a board.

(4) The commissioner may provide such guidelines for the proper administration of this Act as he or she considers necessary for the guidance of members, boards and municipalities.

8. (1) Any person may apply in writing to the commissioner for an investigation to be carried out of an alleged contravention by a member of section 4, 5 or 6.

(2) An application may only be made within 90 days after the person became aware of the alleged contravention.

(3) The commissioner may establish fees in respect of applications under subsection (1) and may waive any fee in cases of hardship.

(4) An application shall set out the reasons for believing that the member has contravened section 4, 5 or 6 and include a statutory declaration attesting to the fact that the person became aware of the contravention not more than 90 days before the date of the application.

(5) The commissioner, upon receiving an application, may conduct such investigation as he or she considers necessary.

(6) For the purpose of conducting an investigation, the commissioner,

(a) has the right of access, at all reasonable hours, to all relevant books, papers or documents of the member or applicant and of a municipality or board; and

(b) has the powers of a commission under Part II of the Public Inquiries Act which Part applies to the investigation as if it were an inquiry under that Act.

(7) The commissioner shall complete the investigation within 180 days of receiving the completed application.

(8) Upon completion of the investigation, the commissioner,

(a) shall, if he or she considers it appropriate, apply to the Ontario Court (General LOI DE 1994 SUR LA DIVULGATION DES INTÉRÊTS DES MEMBRES DES ADMINISTRATIONS LOCALES

7. (1) Le ministre peut nommer un commissaire qui exerce les fonctions et les pouvoirs énoncés dans la présente loi.

(2) Le commissaire peut nommer un ou plu-Commissaisieurs commissaires adjoints auxquels il peut re adjoint déléguer ses pouvoirs et fonctions.

(3) Le commissaire et un commissaire adjoint ne doivent pas être des membres de l'Assemblée législative, d'un conseil ou d'une commission.

(4) Le commissaire peut établir les lignes directrices qu'il estime nécessaires à la bonne application de la présente loi à l'intention des membres, des commissions et des municipali-

8. (1) Toute personne peut demander au commissaire, par écrit, qu'une enquête soit menée sur la contravention à l'article 4, 5 ou 6 qui est reprochée à un membre.

(2) La demande ne peut être faite que dans Délai les 90 jours après que la personne a eu connaissance de la contravention reprochée.

(3) Le commissaire peut fixer des droits à l'égard des demandes présentées aux termes du paragraphe (1) et peut y renoncer en cas de difficultés financières.

(4) La demande énonce les raisons qui font croire que le membre a contrevenu à l'article 4, 5 ou 6 et comporte une déclaration solennelle attestant que la personne a eu connaissance de la contravention au plus 90 jours avant la date de la demande.

(5) Lorsqu'il reçoit une demande, le commissaire peut mener l'enquête qu'il estime nécessaire.

(6) Afin de mener l'enquête, le commissaire ·

a) a le droit d'accéder, à toute heure raisonnable, à l'ensemble des livres comptables, papiers ou documents pertinents du membre ou de l'auteur de la deman-

de et de la municipalité ou de la com-

b) a les pouvoirs d'une commission en vertu de la partie 11 de la Loi sur les enquêtes publiques, laquelle partie s'applique à l'enquête comme si elle était menée en vertu de cette loi.

(7) Le commissaire doit terminer l'enquête dans les 180 jours qui suivent la réception de la demande dûment remplie.

(8) Lorsque l'enquête est terminée, le commissaire:

a) s'il l'estime approprié, demande à la Cour de l'Ontario (Division générale),

Demande d'enquête

Contenu

Délai

Fin de l'enquête

Completion